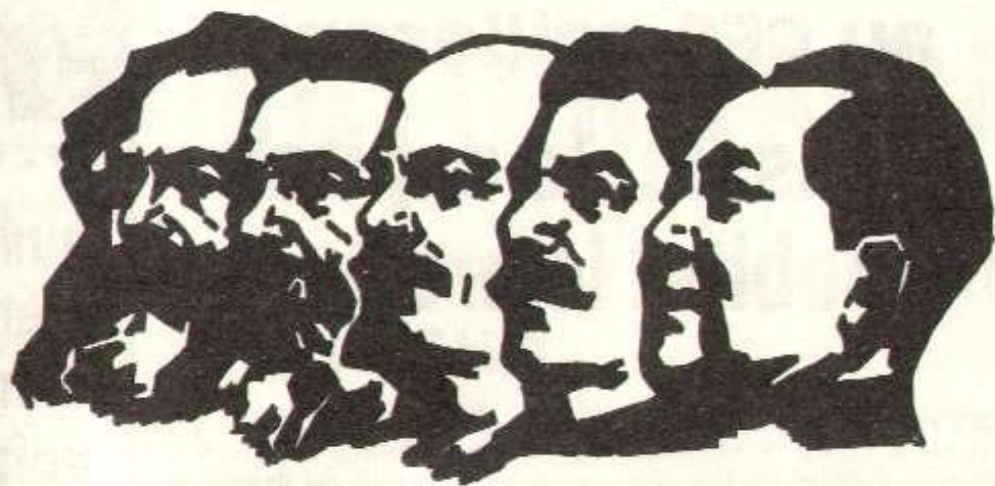


front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 58 / 15 FEVRIER 1973 / PRIX 0,50 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 LYON / BP 47 69397 LYON CEDEX 3

REJETONS LES ILLUSIONS SUR "L'UNION DE LA GAUCHE"

A l'approche des élections les spéculations redoublent sur les résultats que va obtenir chaque parti, sur les alliances qu'il va nouer, sur la composition du futur gouvernement... Dans ce débat, la querelle qui vient d'éclater entre le PS et le P"C" est particulièrement révélatrice pour les travailleurs, de la nature de cette "union de la gauche" !

Alors que depuis des mois Marchais nous rabattait les oreilles avec "les forces de gauche unies sur un programme de gouvernement", il semble découvrir aujourd'hui "la persistance des mauvaises habitudes du passé", le risque "d'une majorité nouvelle qui allierait une partie de la droite à une partie de la gauche".

Les craintes de Marchais sont alimentées par chaque nouveau sondage, qui révèle une hausse permanente des suffrages que remporterait le PS, alors que ceux du P"C" stagnent. Ces craintes sont aussi renforcées par les propositions ouvertes dont sont l'objet les "socialistes" du PS : Peyrefitte va jusqu'à proposer le ministère des transports à Deferre (PS) s'il lâche "l'union

de la gauche", Servan-Schreiber affirme à Mollet (PS) : "je suis sûr que nous pourrions très utilement collaborer ensemble à la formation du prochain gouvernement"...

Du coup le P"C" lance des rappels à l'ordre au PS, conjure les électeurs de garder leur confiance à "l'union de la gauche", leur demande de voter dès le premier tour pour les candidats du P"C", qui sont les meilleurs garants de l'application du programme commun.

Si le P"C" proteste ainsi, c'est qu'il ne peut tolérer de voir brader ouvertement "l'union de la gauche". Cela risque en effet d'ouvrir les yeux à la classe ouvrière, de renforcer demain les rangs des ouvriers conscients de la mystification que représente "l'union de la gauche". Cette mystification là, l'illusion que toute amélioration décisive du sort de la classe ouvrière est suspendue au succès électoral de l'alliance PS-P"C", c'est la pierre de touche de l'influence du P"C" dans les masses ouvrières ;

il ne veut en rien la laisser remettre en cause.

Pour le PS, si le sigle "union de la gauche" peut à une période favoriser son expansion et ses ambitions d'accéder au gouvernement, à l'inverse dans une autre période, ce sigle peut contrecarrer ces ambitions.

En 1969, après le débauche du candidat "socialiste" aux présidentielles (à peine 5 % de suffrages), la vieille SFIO a travaillé à se refaire une virginité : changement de nom, de direction, alliance avec le P"C" pour se refaire un visage de "gauche". Bien aidé par le P"C" qui l'a présenté dans les masses comme un parti rompant avec son passé, comme le partenaire privilégié... le PS, sous la direction de Mitterrand a reconquis une certaine clientèle électorale, reconstruit son influence jusque dans certaines couches de la classe ouvrière, telles que celles qui sont influencées par la CFDT. Aujourd'hui les sondages donneraient près de 23 % des suffrages exprimés au PS, plus que le P"C" !

Fort aujourd'hui de cette influence, le PS garde le choix soit de persister dans "l'union de la gauche", soit de se tourner vers l'alliance avec les réformateurs.

Ce qui décidera en définitive du choix qui sera fait, ce seront les besoins de la bourgeoisie au lendemain des élections. Le PS peut être associé aux côtés des réformateurs et des restes de l'ancienne majorité à la liquidation de l'ancienne équipe à dominante UDR, qui s'identifiait encore aux choix périmés de la politique gaulliste. D'autre part la bourgeoisie ne s'attend certes pas à une victoire de la gauche : il n'y a pas eu de large mouvement de masse pour soutenir le programme commun et le découpage des circonscriptions la met à l'abri de toute surprise. Mais par contre elle s'attend au lendemain des élections à affronter le mouvement revendicatif de la classe ouvrière qui, déçue par le résultat des élections, ne manquera pas de recourir à la grève pour faire aboutir ses revendications. Si ce mouvement revêt une certaine

ampleur, alors, le maintien de l'alliance PS-PC s'imposera et permettra de boucher l'horizon des masses ouvrières en révolte, de leur faire miroiter pour plus tard la perspective d'une victoire de l'union de la gauche !

Bref, dans cette querelle PS-PC, des 2 bords ce sont d'une manière différente, les intérêts de la bourgeoisie qui sont défendus. Le PS, vieux parti bourgeois qui a ravalé sa façade en utilisant "l'union de la gauche" comme marche pied, se tient prêt à participer dès maintenant à la gestion des intérêts du Capital. Le P"C", avant tout, défend à l'intérieur de la classe ouvrière, l'illusion du passage pacifique et parlementaire au socialisme.

Le prolétariat et les masses exploitées, n'ont rien à gagner d'un côté, comme de l'autre. Les 4 et 11 mars, ils se rallieront au mot d'ordre des communistes marxistes-léninistes de France : ABSTENTION REVOLUTIONNAIRE !



**21 morts
au CES
pailleron**

**assassin :
le capital**

**mobile :
le profit**

21 morts au CES pailleron assassin : le capital mobile : le profit

Au CES Pailleron à Paris, 21 morts assassinés par le Capital. 21 nouveaux noms viennent s'ajouter à la liste déjà longue des victimes de la soif de profit des capitalistes. La police vient d'accuser 2 gosses d'avoir mis volontairement le feu à l'établissement ; voilà qui permettra sans doute aux véritables assassins de se dégager momentanément de leurs responsabilités. Déjà Peyrefitte et Fouchet se sont empressés d'accuser... "les révolutionnaires qui ont instauré un climat de violence dans la jeunesse" Et c'est sans doute pour adoucir ce climat que la circulaire de leur collègue Guichard ordonne aux chefs d'établissement de faire appel aux flics à la moindre occasion, ou que les flics ou les milices privées tirent sur les jeunes au moindre prétexte.

Mais il faudra bien que les véritables responsables paient un jour.

En effet quelle que soit l'origine de l'incendie, un fait demeure : la rapidité avec laquelle il s'est propagé. En une 1/2 h, les derniers étages du CES se sont effondrés, ensevelissant les 21 victimes qui n'avaient pas eu le temps de s'enfuir. Qui est responsable ?

Qui est responsable de la décision de construire sur 5 niveaux un CES de ce type, multipliant ainsi les difficultés d'évacuation en cas d'incendie ? C'est le système capitaliste qui maintient la propriété privée du sol et encourage la spéculation sur les terrains à bâtir dans le centre des villes. Les prix du terrain entrant pour une grande part dans le prix de la construction, le système capitaliste oblige à construire sur le minimum de terrain, donc avec le maximum d'étages.

Qui est responsable de la multiplication de ce type de CES, où tout est conçu dès le départ pour réaliser le

maximum de profit ? Ce sont les entreprises capitalistes et l'Etat à leur solde. La fabrication des éléments préfabriqués dans des usines sur des chaînes d'O.S., permet d'introduire dans le bâtiment les méthodes industrielles qui donnent le maximum de profit aux patrons.

Le ministère de l'Education Nationale encourage ce système : il a agréé un nombre limité de modèles présentés par un nombre limité de grosses entreprises choisies par lui, dont la "Construction Modulaire Française", et chaque année le ministère répartit les crédits entre ses différents protégés. C'est le règne du copinage et du profit, c'est la pourriture capitaliste.

Qui est responsable de la mauvaise qualité de la construction, de ces poutrelles en acier qui se sont effondrées au bout d'1/2 h alors qu'elles auraient dû tenir une heure et demi ? Les patrons capitalistes des entreprises du bâtiment (comme la SEMIP) qui tirent sur tout pour réaliser le maximum de profit. Sur le matériau : sans doute les plaques d'amiante qui devaient protéger les poutrelles contre le feu ont-elles été de mauvaise qualité ou fournies au compte goutte. Sur le salaire des ouvriers poseurs dont on exige des cadences telles qu'ils n'ont matériellement pas le temps de réaliser le travail correctement ; sans compter qu'ils risquent leur propre vie : c'est dans le bâtiment que les accidents mortels du travail sont les plus nombreux.

Les capitalistes, voilà les assassins, les véritables responsables, et le profit le mobile de leur crime !
**A BAS LE CAPITAL ASSASSIN !
DENONCONS LES CES EN CARTON PATE !**

A BAS LA CIRCULAIRE FONTANET

Creil - chausson

ouvriers français et immigrés unis dans la grève

A Chausson-Brissoneau (à Creil) 3000 ouvriers français et immigrés en grève illimitée le 31 janvier. A l'origine un vol sur les salaires à l'atelier finition : les ouvriers, français et immigrés, arrêtent le travail, et vont dans d'autres ateliers pour faire débrayer. Les revendications : 70 centimes d'augmentation, des remplaçants en plus sur les chaînes, réduction des cadences, un mois de vacances de plus pour les immigrés pour qu'ils puissent aller chez eux sans être virés au retour, pour les immigrés, que le patron paye la moitié du prix du loyer du seul foyer où il y ait encore de la place (mais à 240 F par mois !), que tous les immigrés aient leurs papiers régularisés.

La CGT voyant que ces revendications rencontrent l'accord des travailleurs appelle à la grève et l'ensemble de l'usine débraye pour une grève illimitée. Elle obtient des négociations et comme résultat : des remplaçants sur les chaînes, le mois de vacances en plus, non payé. Mais la grève continue. Alors la bourgeoisie, parce que c'est une lutte où français et immigrés se sont unis contre l'exploitation commune, envoie le 7 février au matin les gardes mobiles investir l'usine ; ils dispersent le piquet de grève, et embarquent les immigrés qui n'ont pas de papiers, prêts à utiliser la circulaire Fontanet pour empêcher toute riposte.

**POPULARISONS LA LUTTE RESOLUE DES OUVRIERS FRANÇAIS ET IMMIGRÉS DE CHAUSSON-BRISSONNEAU !
POPULARISONS LEURS REVENDICATIONS EXEMPLAIRES !
ABROGATION DE LA CIRCULAIRE FONTANET !**

Correspondant

Feyzin : bidonville maisonneuve

manifestation contre les expulsions



Le camping-bidonville Maisonneuve, un des trois bidonvilles de Feyzin est un terrain sur lequel sont parquées de vieilles caravanes. 150 ouvriers tunisiens y vivent dans des conditions lamentables d'hygiène et de sécurité. L'interdiction préfectorale de remplacer les vieilles caravanes oblige les travailleurs immigrés à habiter dans des caravanes bientôt toutes délabrées. Les services d'hygiène ont ensuite beau jeu de prétexter leur mauvais état pour raser le bidonville.

Depuis quelques semaines les flics viennent répéter régulièrement aux travailleurs Tunisiens qu'ils doivent se préparer "à faire leur valise". Le 25 janvier les immigrés sont avertis officiellement qu'ils seront expulsés courant février le bidonville rasé, et qu'ils ont jusqu'au 27 (2 jours !) pour obtenir leur logement au foyer Sonacotra de Saint-Fons. A condition d'avoir des papiers en règle et de verser une caution de 40 F et de payer un loyer mensuel d'au moins 186 F.

Or la majorité des Tunisiens de Maisonneuve n'ont pas de papiers : leurs patrons leur refusent le certificat de travail pour mieux les surexploiter ; et à la préfecture, les cartes de séjour ne sont délivrées qu'au compte-goutte depuis la récente circulaire Fontanet.

La destruction du bidonville ce serait pour la police l'occasion de "faire le tri" : les sans-papiers seraient séparés de leurs camarades, privés de logement, et donc renvoyés en Tunisie sans trop de difficultés.

Quant aux travailleurs en règle, beaucoup ne peuvent pas payer le loyer : il ne présente pas moins de 100 F d'augmentation par rapport au bidonville ! Encore des immigrés qui auront bien du mal à trouver ce "logement décent" exigé par la circulaire Fontanet, et qui seront eux aussi menacés de renvoi en Tunisie.

Ainsi c'est clair cette expulsion fait partie intégrante de la circulaire Fontanet.

Face à cette offensive de la police et de l'administration, les Tunisiens sont bien décidés à lutter. Avec les marxistes-léninistes de Front Rouge ils discutent de l'action à entreprendre. Cette discussion a été possible du fait que les immigrés du bidonville connaissent depuis longtemps les camarades de Front Rouge : Front Rouge est régulièrement et largement diffusé au bidonville, la propagande anti-impérialiste y rencontre un grand succès.

Dans un premier temps, pour faire connaître les revendications des travailleurs immigrés face aux menaces d'expulsion, une pétition au maire est rédigée. Cette pétition a circulé dans les bidonvilles de Feyzin, dans les usines de la chimie, dans les quartiers, où elle a recueilli de nombreuses signatures. Elle exige :

- Pas d'expulsion contre la volonté des locataires
- Pas d'interdiction de faire entrer

de nouvelles caravanes dans le "camping".

- Le foyer en construction à Feyzin doit être ouvert à tous les travailleurs immigrés qu'ils aient ou non des papiers.

- 100 F maximum de loyer à ce foyer.

- Pour les locataires, possibilité de s'absenter d'une manière prolongée (vacances en pays d'origine, hôpital), sans payer de loyer, en gardant sa chambre réservée pour le retour.

Cette pétition n'étant qu'un premier pas dans la lutte contre l'expulsion les camarades de Front Rouge décident d'organiser un meeting à Feyzin le 3 février.

Au cours de ce meeting, les camarades exposent les revendications des immigrés et dénoncent la circulaire Fontanet expliquant les liens entre l'expulsion et cette circulaire scélérate. Les travailleurs du bidonville expriment ensuite avec vigueur leur volonté de lutte. Ils affirment que, face aux manœuvres de la police pour faire la division entre ceux qui ont des papiers et les sans papiers, ils resteront tous solidaires exigeant avant tout des papiers pour tous. Diverses organisations présentes dans la salle se déclarent prêtes à soutenir les travailleurs immigrés dans la lutte contre l'expulsion, et un comité de soutien se constitue aussitôt (Front Rouge, Comités Français-Immigrés, Comité de Soutien à la Résistance Palestinienne, CFDT, Association Populaire Familiale de Lyon, C.I.P. de Feyzin, PSU). La décision est prise de faire une manifestation à Feyzin le 10 février pour porter au maire la pétition signée ainsi qu'une motion exigeant la régularisation des papiers pour tous les immigrés du bidonville.

La manifestation à Feyzin a été un large succès. Elle a regroupé 500 personnes venues de Feyzin, St-Fons, Lyon... Les immigrés du bidonville étaient présents malgré les manœuvres d'intimidation du consulat de Tunisie et de la CGT. Aux cris de "Non aux expulsions !", "Des papiers pour tous !", "A bas la circulaire Fontanet !", "Travailleurs français et immigrés, même combat !" la manifestation a circulé dans Feyzin jusqu'à la mairie. Le maire et ses adjoints ayant déserté la mairie, la manif est repartie, accompagnant les immigrés jusqu'au camping Maisonneuve.

Après ce pas en avant que constitue la manifestation, la lutte n'est pas terminée. A tout moment, l'expulsion avec intervention massive des flics peut intervenir. Rester mobilisés, populariser par tous les moyens la lutte des travailleurs immigrés, donner des explications sur la circulaire Fontanet, sur les foyers Sonacotra, telles sont aujourd'hui les tâches des camarades de Front Rouge et du comité de soutien. La lutte continue !

Correspondant Feyzin

avortement : interview de a. behar

signataire du manifeste des 330

Nous publions ici l'interview que l'un des signataires du manifeste des 330 médecins pour "l'avortement libre et gratuit", le Dr BEHAR a bien voulu accorder à Front Rouge ; il s'exprime ici à titre personnel, en s'efforçant de respecter la discussion collective parmi les signataires.

La classe ouvrière et les masses exploitées sont les principales victimes de l'arsenal répressif de la bourgeoisie contre l'avortement, qui ne l'utilise pas contre les femmes de sa classe. Les marxistes-léninistes dénoncent cette législation répressive, luttent pour son

abrogation, et pour le libre choix de toute femme du peuple devant l'avortement. Mais les marxistes-léninistes savent qu'en régime capitaliste le recours à l'avortement dans la classe ouvrière est directement lié aux conditions de vie que lui fait la bourgeoisie, que la classe ouvrière a confiance dans son avenir de classe, qu'elle désire avoir des enfants, et ne craint pas d'affronter de dures conditions pour les élever : si ce n'est pas elle qui fait la Révolution ce seront ses enfants ! Aussi tout en luttant pour l'abrogation des lois répressives, les marxistes léninistes organisent la lutte des masses pour obtenir les moyens d'élever leurs enfants, et préparent la classe ouvrière au combat révolutionnaire pour le socialisme, seul capable de résoudre le conflit entre le désir d'avoir des enfants et les obstacles qu'il rencontre. C'est pourquoi le combat des marxistes-léninistes ne se confond pas avec le mot d'ordre d'"avortement libre et gratuit", qui exprime aujourd'hui largement l'état d'esprit de la petite bourgeoisie habitée par la peur de procréer.

Front Rouge : Peux-tu nous dire les raisons de cette initiative et comment un nombre aussi important de médecins en sont venus à se placer hors de la légalité bourgeoise ?

A. Behar : Ce sont les camarades du "Groupe Information Santé" dont un certain nombre se réclament du "maoïsme" qui se sont posés le problème de l'avortement à partir de la réflexion suivante : comment peut-on compte tenu des caractères de la médecine bourgeoise, agir, en tant que médecin, pour "servir le peuple". Le facteur déclenchant a été le congrès sur l'interruption de grossesse en juillet dernier à Paris, exposant la méthode de Karman par aspiration et ses résultats, la forme choisie étant de faire d'abord les avortements par cette méthode et ensuite de le dire publiquement.

Mais pour la majorité des médecins signataires, la démarche a été morale. Les lois sont telles qu'elles rendent intenable la situation de refus (et même elles interdisent de répondre aux questions) devant une femme en détresse (le plus souvent une femme du peuple).

Front Rouge : Comment interprètes-tu le mot d'ordre "Avortement libre et gratuit", n'est-ce pas ambigu compte tenu de certaines campagnes du MLF ?

A. Behar : L'aspect principal de cette question, c'est l'inégalité de classe devant l'avortement. Non seulement parce que l'ouvrière ou la femme du peuple ne peut pas économiquement

s'offrir l'avortement dans de bonnes conditions, mais surtout parce qu'elle ne connaît pratiquement pas la contraception. Surtout elle n'est pas libre de son choix. L'image de la famille, vécue comme une caricature par la destruction de celle-ci par le Capital (l'analyse de Engels se vérifie tous les jours dans les HLM) est aussi un écran et une source d'oppression dans la vie sexuelle. Faire de l'avortement une intervention simple, remboursée par la Sécurité Sociale, comme la contraception, est un pas important pour toutes les femmes victimes de la répression de type Versaillais qui les accable.

Front Rouge : Ne crois-tu pas qu'il faut lier la lutte contre les lois répressives à la lutte d'ensemble pour des crèches, des écoles, des moyens d'éduquer et d'élever les enfants des travailleurs ?

A. Behar : Bien évidemment, et en suivant ainsi l'analyse du 3^e congrès du Komintern, "seul le communisme créera un état de choses dans lequel la fonction naturelle de la femme, la maternité ne sera pas en conflit avec les obligations sociales, et n'empêchera plus son travail productif au profit de la collectivité". Mais au fond il s'agit de ne pas perdre de vue la lutte conjointe contre le malthusianisme et autre déviation réactionnaire. Ce dont on est sûr aujourd'hui, c'est que l'avortement libre et gratuit inscrit dans la Constitution de la République Populaire de Chine n'entraîne nullement une baisse de la natalité. Si cette

mesure est conçue comme un élément de la contraception, de l'éducation sexuelle, de la médecine préventive, et des mesures de protection de l'enfance et de l'aide effective aux mères populaires, alors elle devient un élément, justement, de la lutte à la fois contre le féminisme bourgeois du MLF central, et contre les théories fumeuses et capitalistes de Malthus qui revivent aujourd'hui si facilement.

Front Rouge : dans la perspective de la Révolution prolétarienne quelle place occupe à ton avis, la lutte sur ce thème ?

A. Behar : Tout coup porté à la législation répressive, surtout par des actes illégaux, aide à la prise de conscience du prolétariat et est donc positif en vue de la Révolution. Mais surtout, pour des milliers de femmes du peuple, cette question est le maillon à partir duquel on peut tirer sur l'ensemble de sa condition d'exploitée. Mais à condition d'en faire toujours un moyen pour lui faire rejoindre le combat global de la classe ouvrière, hommes et femmes.

L'avortement clandestin est aujourd'hui un des éléments de la grande misère et des souffrances des femmes prolétaires. Lutter concrètement pour sa disparition, c'est entamer directement dans les masses la lutte pour leur émancipation. C'est pour ces raisons qu'à mon avis cette action est positive et doit être soutenue par tous les révolutionnaires.

A L'ACTION

POUR L'ABSTENTION REVOLUTIONNAIRE

Les différents partis bourgeois de droite et de gauche multiplient les mensonges pour faire croire que le vote du 4 mars pourrait "réduire l'injustice", "changer la vie".

Mais en même temps, pour appâter, ils sont obligés, à la télé, dans leur discours, dans leurs réunions, de soulever publiquement une série de problèmes qui touchent directement les masses. C'est là une occasion favorable pour développer l'agitation révolutionnaire.

Il faut choisir ses terrains d'intervention : telles réunions électoraux d'usine ou de quartier où viennent effectivement des travailleurs qui se posent des questions et aspirent à des changements.

Il faut associer à nos interventions le plus grand nombre de sympathisants afin qu'ils se rendent compte par eux-mêmes, sur le vif, de la nature réactionnaire, notamment, des partis de gauche.

Il faut intervenir sur des problèmes précis qui touchent les masses et savoir partir des questions qui sont posées : la hiérarchie, les cadences, les accidents du travail, les ouvriers immigrés, le chômage, la police, etc... Il faut mener consciemment et fermement le débat le plus loin possible : de deux choses l'une, ou bien il apparaîtra nettement que le politicien bourgeois ne propose que des solutions-bidon ou bien il sera amené ouvertement à se dévoiler comme défenseur du système d'exploitation et d'oppression.

Il faut utiliser largement ensuite par tracts et affiches distribués dans la ville, la circonscription, les aveux précis lâchés ainsi par les candidats bourgeois.

Dans la bataille électorale, prenons l'offensive ! Saisissons-nous de cette occasion pour démolir les mensonges de la bourgeoisie, pour faire pénétrer plus largement les perspectives révolutionnaires, pour y gagner de nouvelles forces !

la main dans le sac

Jeudi dernier à la télé, Pompidou, dans son fauteuil, a déclaré dignement : "mais enfin qui peut prétendre que la croissance économique n'a profité qu'aux riches ! ... Il y a 10 ans le salaire minimum était, si je ne me trompe, de 1,80 F de l'heure, il est à l'heure actuelle exactement de 4,75 F"

Les centaines de milliers de smigards ont certainement apprécié la démonstration : le SMIC actuellement est à 4,64 F

Mais l'huma n'a pas bronché : parmi "les contre-vérités d'un président", elle a reconnu qu'il y avait au moins quelque chose de vrai : "le SMIC en 10 ans est effectivement passé de 1,80 à 4,75 F"

Comme quoi les smigards, ce n'est certainement pas le premier souci du P"C" F, ni de la CGT ! L'Humanité du lendemain fut obligée, piteusement, de publier un rectificatif...

bataille de rats trotskistes

La ligue Trotskiste, pour partir en campagne, a lancé le 6 janvier une souscription électorale. Premier but : 5 millions le 31 janvier. La progression a été étonnante : on en était à peine à 1 million, 9, le 27. Mais le 3 février les 5 millions étaient atteints : de nombreux sympathisants "aisés" versaient d'un coup 3, 4, 500 000 F ! Objectif final 50 millions le 31 mars.

Les trotskistes de l'AJS, en perte de vitesse, ont été furieux : "ce n'est pas 50 millions que vous croquez dans votre campagne, c'est 200 millions ! D'où vient l'argent ? Vous êtes propulsés par la bourgeoisie".

Eh oui ! L'AJS est pourtant bien placée pour le savoir : c'est toujours aux rats trotskistes les plus malins que la bourgeoisie donne les plus gros morceaux de gruère !

le p"c" f n'a pas oublié qu'il était un défenseur de l'armée coloniale

Le 28 janvier, le maire P"C" F d'Ivry J. Laloe a inauguré la "rue du 19 mars 62" (date du cessez le feu en

Algérie), en présence, bien sûr, de Gosnat, député P"C" F du coin, et de représentants de la Fédération Nationale des Anciens Combattants d'Afrique du Nord, drapeau tricolore planté sur la cuisse.

"Pour nous, élus d'Ivry, a-t-il déclaré, ne pas oublier consiste à exiger que soient reconnus et sauvegardés les droits de tous les anciens combattants d'Algérie".

Non, M. Laloe, pour nous, communistes marxistes-léninistes, ne pas oublier cela veut dire : lutter pour abattre l'impérialisme français qui a massacré plus d'un million d'Algériens, qui a transformé des milliers de jeunes français en assassins racistes et qui continue à exploiter et à terroriser 700 000 travailleurs algériens en France, nos frères de classe.

C'est lutter contre votre parti révisionniste qui a paralysé la solidarité des ouvriers français avec la lutte du peuple algérien, qui a laissé faire le massacre colonial et qui continue à propager le racisme dans la classe ouvrière.

digne élève de Thorez

Selon le journal financier "Les Echos", les experts de l'AGREF, association des plus grands groupes capitalistes français, ont calculé que le retour aux 40 h entraînerait une perte de production globale de 10% et la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes, une perte de 5%. Soit en tout 15%.

Toutefois Marchais, le 22 janvier, a déclaré : "les ouvriers travailleraient davantage s'ils avaient un gouvernement dans lequel ils ont confiance".

Les experts de l'AGREF sont bien d'accord : "Tenant compte de cette éventualité... ils ramènent à 5% la perte de production".

Les gros capitalistes de l'AGREF se souviennent du "retrouvez vos manches" de Thorez en 1945. Et ils sont sûrs et certains d'une chose : c'est qu'un gouvernement "de gauche" leur permettrait d'intensifier brutalement le travail, d'augmenter brusquement les cadences.

Ceci est à la première liste comptant pour les 4 millions : 2 728 F.

Alors que fin 72, la souscription était de 5 000 F en moyenne, chaque quinzaine. Alors que c'est près de 7 000 F par quinzaine qu'il faudrait pour atteindre notre objectif. Camarades, réveillez vous ! Ces 4 millions sont indispensables pour pouvoir augmenter le tirage de Front Rouge, pour pouvoir améliorer le journal !

Plus que jamais au travail, EN AVANT VERS LES 4 MILLIONS !

Souscription : 27 janvier au 10 février.
Roubaix 100 F
Lyon 624,50 F
Villerupt 20 F
Villerupt 8,50 F
Sochaux 100 F

4 millions avant le 1^{er} mai !

villefranche :

les marxistes-léninistes dénoncent le programme commun

Le 3 février, à Villefranche, les J.C. organisent un débat, avec, à l'affiche, le candidat P"C" F Auroux. Débat qui prit une tournure un peu spéciale. Les J.C., aussi bien ceux de la salle que ceux de la tribune, n'ouvrirent presque pas la bouche : sur 80 personnes, il y avait 30 militants ou sympathisants Front Rouge, plus une quinzaine de jeunes également hostiles au programme commun. Les J.C. préférèrent donc laisser Auroux affronter, à peu près seul, un feu roulant d'attaques contre la duperie du programme commun : le maintien de l'état bourgeois, les nationalisations ; le maintien de la hiérarchie, des cadences....

Les réponses d'Auroux, si on peut appeler ça des réponses, furent autant des dérobades ou de déclarations franchement réactionnaires.

Exemple : un camarade lui demande s'il est d'accord pour considérer que l'armée et la police constituent le pilier principal de l'état bourgeois. Des révisos "plus instruits" ont beau se mordre les doigts, Auroux répliqua, goguenard : "Tout ça, c'est des mots ; des mots". Des mots ; les CRS contre les grévistes, l'armée assassinant les mineurs en 48 ?

Quand on lui demande, pourquoi, tout en se proclamant léniniste, il renie tout l'enseignement de Lénine sur la nécessité de détruire, par la violence révolutionnaire l'état bourgeois, il se contente de ricaner, comme n'importe quel réactionnaire "Lénine ! Lénine !" comme s'il s'agissait d'une vieilleries qui avait fait son temps.

Après avoir biaisé, il fut amené à avouer que : oui, le P"C" F, s'il venait au gouvernement, au nom de la loi de 36, reprimerait les révolutionnaires et maintiendrait notamment l'interdiction du Parti Communiste Marxiste Léniniste de France.

Un moment, il croit trouver une issue. Un révisionniste dans la salle se leva et dit : "Il n'y a qu'un seul bon gauchiste dans cette salle, il faut lui donner la parole". Et il montra du doigt un candidat trotskiste local de "Lutte ouvrière". Répit de courte durée : juste le temps que les trotskistes ait débité un petit discours de lechecul du révisionnisme.

Dans une réunion électorale PS-P"C" F regroupant des ouvriers, des parents d'élèves et des enseignants, nous sommes également intervenus, mais cette fois-ci, en attaquant sur des points plus concrets, plus précis.

Un camarade démolit la duperie de la formation professionnelle, en montrant que le capitalisme au contraire avait de plus en plus besoin d'ouvriers sans qualification, esclaves de la machine.

A l'issue de la réunion, un ouvrier prit contact avec nous : licencié après avoir été victime d'un accident du travail, il ne faisait aucune confiance à la CGT qui lui conseillait d'attendre, les bras croisés, le résultat du prud'homme.

A la suite de la conférence, le PS, le P"C" F et la CGT ont organisé une séance "réservée aux ouvriers de Bonnet".

Dès le début, ils se démasquèrent : ils interdirent l'accès de la salle à tous ceux des militants de Front Rouge qui ne travaillaient pas à Bonnet... mais ne

firent aucune difficulté pour accueillir le RG de service !

Toutefois notre intervention permit de dégonfler un certain nombre de baudruches du Programme Commun :

— sur le chômage : "Oui, il y aura encore du chômage après les élections pour les jeunes, mais ils seront tous inscrits à l'Agence Nationale pour l'Emploi et toucheront tous des allocations chômage, comme de véritables travailleurs". Quelle belle perspective d'avenir !

— sur les 1 000 F : "Certes, les 1 000 F c'est déjà dépassé ! Mais ensuite les salaires augmenteront quand les prix monteront". Rien de changé, quoi !

— sur la hiérarchie des salaires : "On ne peut pas diminuer les salaires des cadres et des ingénieurs". A bon entendeur salut !

Nous poursuivrons la campagne : — en continuant à intervenir dans les réunions, aussi bien celles de la droite que celles de la gauche.

— en diffusant une série de tracts dénonçant l'électorisme et le rôle des principaux partis.

— en collant des affiches dénonçant, faits et déclarations à l'appui, la position des différents candidats. Nous organiserons une réunion publique contre le cirque électoral, appelant à l'abstention révolutionnaire.

Correspondant Villefranche

le 4 mars, n'allez pas voter
allez plutôt au
MEETING DES C.I.P.
de 14 à 20 h | salle de la Mutualité | Paris

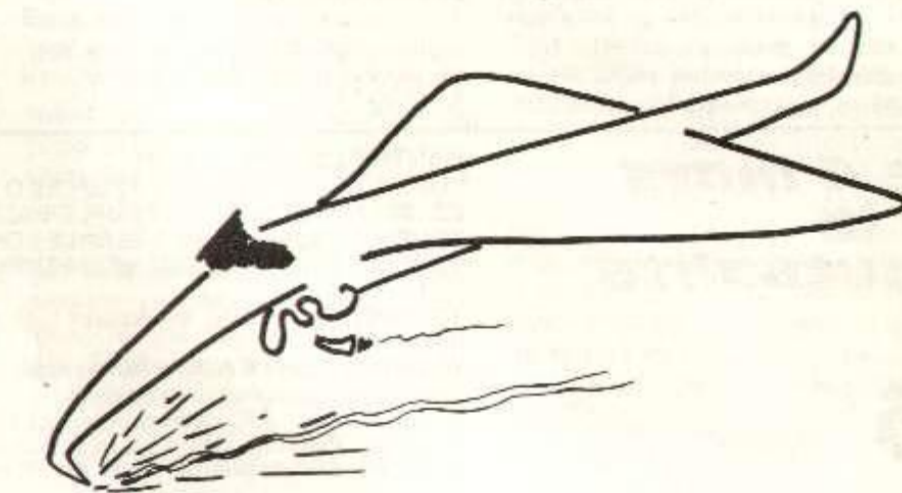
CONCORDE : qu'il soit vendu ou pas, ce sont les travailleurs qui le paient.

Le 31 janvier, les 2 plus grosses compagnies aériennes US ont annoncé officiellement qu'elles n'achèteraient pas de Concorde. Cela signifie pratiquement qu'aucune autre compagnie ne se décidera, dans un proche avenir, à acheter des Concorde.

C'est un cuisant revers commercial. L'Etat capitaliste en France, (comme en Angleterre), comptait faire une percée sur le marché mondial de l'avion civil en lançant un produit ultra-moderne. Mais c'est mal parti : pour rentabiliser 15 milliards engloutis dans le programme d'ici 1975, il était prévu de vendre plusieurs centaines de Concorde. Pour le moment, il n'y a eu, en tout et pour tout, de commandé, que 9 Concorde (et tous, bien sûr, par les compagnies aériennes d'Etat de France et d'Angleterre : Air-France et BOAC).

Ce coup dur, survenant en pleine période électorale, suscite des remous parmi les partis bourgeois :

— d'un côté, les Réformateurs, Servan-Schreiber en tête, claironnent : "nous l'avions bien dit, Concorde était une erreur. C'est la faute à la majorité qui gère mal nos affaires".



— de l'autre côté, la majorité actuelle, responsable de bout en bout du programme Concorde qui date de 10 ans, ne peut se désavouer et déclare : "Concorde continuera".

— enfin le P"C" F déclare : "il faut continuer Concorde", tout en accusant la majorité d'avoir mal géré le programme en "rognant dès le début sur les moyens financiers".

Mais au delà de leurs querelles, ces messieurs sont d'accord sur l'essentiel : — ils ne remettent pas en cause le fait que le travail de dizaines de milliers d'ouvriers soit uniquement consacré à essayer de "percer" sur le marché mondial. Non, c'est normal ! C'est ce que le P"C" F appelle "témoigner de la capacité de l'industrie aéronautique française de tenir sa place dans le monde".

— ils ne remettent pas en cause le fait que cette énorme quantité de travail n'est destinée qu'à satisfaire une infime minorité de capitalistes, capables de payer plus de 500.000 AF, pour pouvoir aller déjeuner à New-York et revenir à Paris le même jour.

Non c'est normal ! "L'aviation supersonique, déclare le P"C" F, s'avère nécessaire pour répondre aux besoins croissants du transport aérien".

— ils ne remettent pas en cause le fait que l'Etat capitaliste extorque aux travailleurs par l'impôt, une masse énorme de capitaux pour l'investir dans des opérations de ce genre.

Non c'est normal ! Et le P"C" F. demande énergiquement de "combler le déficit de production par l'octroi de crédit budgétaires".

Ces messieurs se querellent uniquement sur la question de savoir comment gérer au mieux le Capital, comment "percer" sur le marché mondial. Que la bourgeoisie se demande avec inquiétude si elle arrivera ou non à vendre Concorde, c'est normal ! De là dépend la réalisation ou non d'énormes profits.

Mais pour la classe ouvrière, que Concorde se vende ou non, c'est, de toute manière, un gaspillage gigantesque de sa sueur et de son sang dont elle n'a à espérer aucune amélioration de son sort.

pompidou complice de nixon

"La sécurité de la France suppose l'alliance avec les Etats Unis" a dit Pompidou à la télévision. C'était une précision superflue ; les déploiements des flics de Pompidou contre les manifestants anti-impérialistes, le 20 janvier à Paris, montraient bien suffisamment de quel côté se situe Pompidou. Tout comme les assurances données à Nixon et à son larbin Thieu que de tels "incidents" ne se reproduiraient pas lors de la Conférence Internationale sur le Vietnam à Paris.

Face à la lutte victorieuse des peuples d'Indochine et aux leçons que la classe ouvrière de France et les peuples dominés par l'impérialisme français pouvaient en tirer, la solidarité des impérialistes se resserre. C'est bien pourquoi l'ORTF, tout comme la plupart des journaux bourgeois, se font les porte-parole de la propagande US. — "aucun des 2 camps n'a gagné, 30 ans de guerre pour rien" ou en d'autres termes, peuples du monde, laissez vous exploiter sans résister.

"Thieu qu'on qualifiait de fan-

toche, il y a 6 mois, se retrouve aujourd'hui seul à combattre", c'est l'argument avancé pour cacher la persistance de l'intervention US, sous d'autres formes.

"Le commandement militaire saïgonnais signale de nombreuses violations du cessez-le-feu par les communistes", c'est ainsi qu'on rejette sur le FNL la responsabilité de la poursuite de la guerre.

"désormais, le champ est libre pour le travail de sappe des commissaires politiques communistes", voilà qui permettra de justifier toutes les atteintes au droit à l'auto-détermination du peuple vietnamien.

Et bien entendu, on n'a renoncé à aucun des vieux trucs de la propagande US. A l'ORTF, comme à Washington, on appelle toujours "Vietcongs" (communistes), les patriotes, et on continue à parler d'occupation du Sud par le Nord...

Mais depuis le cessez-le-feu, l'impérialisme français, tout en se plaçant résolument aux côtés de Nixon, pré-

voit aussi ses propres intérêts. Dès l'annonce du cessez-le-feu, pendant que Schumann soulignait le rôle de la France dans les négociations (à l'en croire, il aurait pratiquement dicté les principes fondamentaux de l'accord !), Pompidou, lui, faisait ses offres de service à la RDV et à Saïgon, pour "reconstruire le Vietnam". Pompidou compte bien sur le cessez-le-feu pour développer les intérêts français, déjà importants, au Sud Vietnam. Pour ne parler que de l'exploitation du caoutchouc, elle est entre les mains de 4 sociétés françaises, et la paix pourrait doubler la production : belle aubaine pour des gens comme Giscard d'Estaing, dont le père est président d'une des 4 sociétés. Mais ils devront vite déchanter car la RDV, tout comme le GRP au Sud, s'ils acceptent une coopération économique avec les pays capitalistes, ne sont pas du tout décidés à laisser leur peuple exploité par un nouvel impérialisme.

la victorieuse offensive du têt 68 un grand pas vers la cinglante défaite de nixon aujourd'hui

Le 30 janvier 68, les FAPL déclenchaient une offensive, celle du Têt 68. La propagande bourgeoise cherche à faire croire que le Têt 68 s'est soldé par un échec !

Ce serait un échec, parce que, après un mois d'offensive, les combats ont diminué d'intensité. Curieuse victoire en effet pour les US-Thieu qui ont perdu dans l'affaire 90 000 soldats (dont 20 000 soldats américains, 1800 avions, 1300 blindés, et ceci en moins d'un mois). Curieuse victoire, pour Johnson, puisque le 13 mai 68, 3 mois plus tard, il était contraint d'accepter l'ouverture des négociations de Paris avec le FNL, et que le 31 octobre, il devait annoncer la cessation complète des bombardements sur la RDV. L'offensive du Têt 68 forçait Johnson à accepter 2 exigences de longue date du peuple Vietnamien. Elle forçait Johnson à changer complètement de tactique en Indochine, à décider le retrait progressif des 500 000 GI'S et inaugurer la politique de "vietnamisation" : faire combattre les patriotes Vietnamiens par des Vietnamiens, les fantoches de Saïgon. Il s'agissait bien d'une grande victoire militaire des FAPL.

Ce serait un échec, dit aussi la presse bourgeoise, parce que, après avoir déclenché des soulèvements en chaîne sur tout le territoire, dans toutes les villes, y compris Saïgon, après avoir libéré Hué pendant plusieurs semaines, les FAPL ont évacué ces villes. En réalité dans toutes ces villes, le FNL a pu lors de cette offensive, mettre sur pied ou consolider des organisations clandestines ; et à l'occasion de ces quelques semaines de lutte, de nouvelles couches de peuple Vietnamien ont rejoint

le combat du FNL. C'est pendant le Têt 68 que s'est créée l'Alliance des Forces Nationales Démocratiques et de Paix, qui participe aujourd'hui au GRP. C'est après le Têt 68 que s'est développé dans les villes un puissant mouvement d'opposition légale aux fantoches de Saïgon, qui constitue aujourd'hui la 3^e composante. L'offensive du Têt 68 a marqué un grand pas dans la ligne de large union nationale contre l'impérialisme US, ligne défendue par le FNL. Ce fut une grande victoire politique du FNL.

Ceux qui nient le caractère victorieux de l'offensive du Têt 68, sont ceux là mêmes qui ne reconnaissent pas le caractère victorieux de la guerre du peuple. Il n'y a pas de guerre du peuple sans participation active du peuple à la lutte : l'offensive du Têt a entraîné de nouvelles couches de la population dans la lutte. La guerre du peuple ne peut venir à bout d'un ennemi plus puissant qu'en le détruisant morceau par morceau, étape par étape : Têt 68 a été une de ces victoires partielles, qui a fait reculer Johnson et qui a permis que Nixon recule sous les coups de l'offensive d'avril 72. La guerre du peuple n'est pas faite que de harcèlements, de combats limités dans le temps et l'espace ; des offensives décisives, à un moment bien choisi, permettent de faire basculer radicalement le rapport de force ; l'offensive du Têt 68 a ainsi forcé les Américains à prendre cruellement conscience de l'échec de leur tactique, et a marqué le début d'une nouvelle étape, celle où les Forces Populaires gardent définitivement l'offensive, sur tous les fronts.



halte aux violations quotidiennes des accords de paris par la clique us-thieu

- L'aviation américaine continue à bombarder le Laos et le Cambodge.
- Le commandement américain refuse de démanteler ses bases, avant de partir. Sous prétexte que ces bases ont déjà été cédées à l'armée fantoche, c'est une nouvelle manoeuvre pour renforcer la puissance militaire des US-THIEU.
- "L'opération Jacobson", en cours prévoit qu'une grande partie des officiers américains sont démobilisés sur place et sont immédiatement embauchés, comme "conseillers civils" par l'armée fantoche.
- Thieu a décrété qu'en circulant sur les routes qu'il contrôle, on ne devait pas voir de drapeau du FNL. C'est ainsi que des journalistes américains ou européens, en reportage dans des villa-

- ges libérés, à 300 mètres de la route nationale n°4, ont été témoins de l'attaque de ces villages, ou de leur bombardement au mortier par l'armée fantoche. Le GRP signale que, du 23 janvier au 4 février, Thieu a ainsi commis 570 violations de l'accord.
- Sous tout un tas de prétextes, Thieu retarde la mise en place de la Commission Internationale de Contrôle. En effet, un grand nombre de villageois n'attendent que l'arrivée de cette commission pour afficher ouvertement, sous sa garantie, leur accord avec le GRP, sans crainte de représailles de la part des fantoches.
- Thieu n'a pas toujours levé les 9 mesures fascistes restreignant les libertés démocratiques dans les zones qu'il contrôle.

- Thieu refuse de laisser les paysans, enfermés dans des camps de regroupement, rejoindre librement leurs villages.
- La Jeunesse Ouvrière Catholique du Sud Vietnam communique que 5 de ses dirigeants, arbitrairement arrêtés depuis plusieurs mois viennent d'être transférés au bagne de Poulo Condor.
- Thieu prétend avoir libéré 20 000 prisonniers sur place, c'est à dire sans aucun contrôle, contrairement aux termes de l'accord. Ce n'est qu'une manoeuvre pour faire croire que ces personnes sont libres, alors qu'ils sont sans doute encore en prison et que la plupart d'entre eux sont peut être déjà morts, assassinés dans des bagnes.

le 4 mars à la mutualité

6 heures pour la victoire

COMITES INDOCHINE-PALESTINE
8, rue du Roi de Sicile
75004 PARIS
Permanence mercredi
et samedi de 15 h à 19 h

CONTRE L'IMPERIALISME
POUR LA VICTOIRE DES PEUPLES D'INDOCHINE
POUR LA VICTOIRE DU PEUPLE PALESTINIEN
POUR LA VICTOIRE DES PEUPLES OPPRIMÉS
TOUS AU RASSEMBLEMENT NATIONAL ANTI-IMPERIALISTE

- 1^{re} partie : Indochine les accords : un pas vers la victoire ; la lutte continue ; film.
- 2^e partie : Procès à Nixon témoignages sur les crimes impérialistes et la lutte des peuples en Indochine et en Palestine.
- 3^e partie : Les C.I.P. intervention centrale, expériences militantes.
- 4^e partie : Palestine intervention des représentants du peuple palestinien, film.
- 5^e partie : Les peuples opprimés par l'impérialisme français en lutte.

Avec déjà la participation de :
Henri Abrial, ouvrier, a milité en liaison avec le Front de Libération du Viet-Minh en Indochine ; Michèle Beauvillard, avocat à la Cour, Behar, chercheur ; Charles Bettelheim ; Pierre Blond, dominicain ; Daniel Chardon, artisan maçon, militant du F.N.L. pendant la guerre d'Algérie ; Christine Charretton assistante ; Yves Chevet, ouvrier soudeur ; Robert Davezies, prêtre ; Jacques Debu-Bridel ; Jean-Claude Gloria, camionneur ; M. Della-Souda, professeur ; Yves-Noël Lelouvier, syndiqué à la C.F.D.T. ; Albert Paul Lentini, journaliste ; Yves Letourneur, professeur ; J. Lochard, pasteur ; Vincent Monteil, professeur ; Gilbert Mury ; R. Parmentier à Montreuil ; Camille Rey ; André Roustan, ouvrier, ancien F.T.P., déporté à Buchenwald ; Philippe Sollers, écrivain.

POUR LA REUSSITE DU RASSEMBLEMENT
MOBILISONS PARTOUT
ACCENTUONS LA COLLECTE ET LA VENTE DES VIGNETTES :
UN MILLION POUR LES PEUPLES EN LUTTE !
RECUEILLONS DES MILLIERS DE SIGNATURES !

palestine : pas de compromis avec les bandits sionistes

Après le cessez-le-feu au Vietnam, les 2 super puissances déploient une activité diplomatique fébrile au Moyen-Orient. Dès le lendemain de sa réélection, Nixon déclarait qu'il allait "donner la priorité au Moyen-Orient", et en effet, il a reçu le fasciste Dayan en novembre, il reçoit le boucher Hussein en ce moment et attend Golda Meir, chef des sionistes, le 1^{er} mars. Quant à Brejnev, il est encore plus clair sur ses intentions : il déclarait au lendemain du cessez-le-feu "qu'il fallait maintenant continuer les efforts pour éteindre les foyers de guerre dans le monde, que la fin de la guerre au Vietnam offrait une perspective de règlement pacifique, qui devait maintenant être suivie au Moyen-Orient". Et Brejnev reçoit un général égyptien, et il envoie une mission militaire au Caire, d'où les conseillers soviétiques avaient été chassés en juillet.

Que cachent ces grandes manoeuvres ? Qu'un nouveau complot est en train de se tramer sur le dos du peuple palestinien. En effet, toutes les propositions de "règlement pacifique" faites jusqu'à présent se ramènent à peu de choses près à ceci : retour aux frontières de 67. Cela signifie donc qu'Israël doit libérer tous les territoires qu'elle occupe illégalement depuis l'agression de juin 67 ; et soviétiques et américains soulignent en chœur que cette solution va dans l'intérêt des peuples Arabes. Mais ce qu'ils ne disent pas, c'est que le retour aux

frontières de 67 signifie aussi la reconnaissance de ces frontières, c'est-à-dire la reconnaissance du droit d'Israël à occuper illégalement les terres volées au peuple palestinien depuis la création de l'Etat d'Israël jusqu'en 1967. Ceci est inadmissible pour le peuple palestinien : ce serait reconnaître la propriété du voleur sur son larcin. Voilà le contenu de la résolution du 22 novembre 67 de l'ONU qui prévoit "l'évacuation des territoires occupés par Israël au lendemain de la guerre de 6 jours" et "la reconnaissance de frontières sûres et garanties à l'Etat sioniste". C'est cette résolution que défendent l'impérialisme US aussi bien que le social impérialisme soviétique, l'impérialisme français aussi bien que le programme d'Union de la Gauche. On comprend pourquoi la Résistance Palestinienne n'a jamais accepté cette solution. Son dernier congrès, au Caire, en janvier 73, a réaffirmé que l'unique solution passait par la lutte armée pour la libération du territoire palestinien. La lutte armée est la seule voie qui imposera aux sionistes et aux impérialistes la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien. Par la lutte armée, le peuple palestinien détruira l'Etat raciste et fasciste d'Israël, ouvrira les portes des camps de réfugiés et créera en Palestine un Etat démocratique où tous les citoyens, Arabes ou Juifs, pourront vivre ensemble.

en vente : les brochures front rouge

- les OS face à l'intensification du travail 2 f.
- la paupérisation de la classe ouvrière dans le nord 1 f.
- l'intérim : organisation et exploitation du chômage 2 f.
- le programme commun de la "gauche" : un programme bourgeois ! 2 f.

ajouter 0,50 f. par brochure pour le port

abonnement de soutien

Abonnement d'1 an - cocher la somme choisie

NOM
PRENOM
ADRESSE

50 f. 100 f. 200 f.

envoyez ce bon à Front Rouge BP 47 69 397 LYON CEDEX 3

abonnez-VOUS à front-rouge ccp 204-51 lyon

	France		Etranger	
Pi normal	1 an 6 mois	20 F 10 F	1 an 6 mois	40 F 20 F
Pi fermé	1 an 6 mois	70 F 35 F	1 an 6 mois	100 F 50 F

abonnement : 3 mois : 5 f